

BOUCHES DU RHÔNE
(ex SNUI- Sud Trésor)

**Déclaration liminaire des élus de Solidaires Finances Publiques
au CTL du 16 octobre 2012**

En préambule à cette réunion, nous tenons à dénoncer le nouveau plan de 2023 suppressions d'emplois qui va encore une fois saigner les services de la DGFIP et par conséquent, notre DRFiP.

Après de nombreuses années au cours desquelles les cadres C ont été les principaux « sacrifiés » en termes d'emplois, ce sont donc les cadres B (pourtant déjà touchés par les suppressions d'emplois passées) qui deviennent les grands « pourvoyeurs » de suppressions d'emplois (ces suppressions représentent environ 2,5% des cadres B). Aucune catégorie n'est cependant épargnée même si les proportions diffèrent.

Ces suppressions d'emplois représentent donc le non remplacement de 2 départs à la retraite sur 3, soit l'équivalent de ce qui prévalait durant la période récente dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Les conditions de travail des personnels vont encore se dégrader fortement et la multiplication d'évènements dramatiques sur notre direction est particulièrement alarmante et inacceptable.

Nous avons fait état de l'écœurement et de l'exaspération des personnels et de leurs représentants à Bruno Bézard le nouveau directeur général, lors de sa visite à Marseille.

La forme de dialogue social qui se pratique dans cette direction est totalement illusoire. La manière dont nous a été présenté le transfert de la TP de Marseille Hospitalière sur le site de Saint Barnabé en est le dernier exemple !

Le point d'étape sur la mise en œuvre du SPSI n'est que de circonstance et n'est prétexte qu'à la « régularisation » de ce tour de passe-passe.

Les informations qui nous sont communiquées dans les documents préparatoires sont extrêmement vagues et inexploitable en l'état :

- travaux en cours dans le grand hall du Prado ; nous nous sommes déjà exprimés sur le sujet lors des récents groupes de travail CHS-CT en dénonçant l'incohérence de ce projet et l'ineptie que représente la séparation de l'accueil des SIP 1, 5/6 et 8 avec les services de gestion.

La multiplication des points d'accueil est une hérésie qui va induire de nombreuses confusions et nuire au service public.

De toute manière, ces travaux restent suspendus au transfert des services actuellement implantés sur le site de Sainte Anne dont l'avenir n'est toujours pas réglé...

- transfert de la TP de Marseille Hospitalière sur le site de Saint Barnabé , aucune précision sur la « parfaite » installation du service !!!

Ces locaux ne sont absolument pas adaptés à ce service (gestion des dossiers et des archives, solidité des planchers, réception du public, sécurité...). En outre, la vétusté des ouvrants de ce site a depuis longtemps été dénoncée.

Cette opération va aboutir à ce qu'un site d'une telle importance ne disposera plus de salle de réunion... Quid de l'installation de l'accueil téléphonique durant la campagne IR ?

- mise en place de la caisse commune sans aucune information sur les charges y afférant (volume des opérations, accroissement des tâches du caissier...).

La situation déjà catastrophique du service public sur ce département va encore gravement se dégrader, la direction locale en porte la lourde responsabilité.